

Du Terrorisme Rural à La Résilience Communautaire : Une Analyse à Partir Du Social (Adamaoua-Cameroun)

TOUMPIGUIM MISSA DANIEL

*Doctorant en sociologie Rurale et Urbaine /Université de Ngaoundéré
(Adamaoua-Cameroun)*

Résumé :

Au lendemain du 11 septembre 2001 ponctué par les attentats du World Trade Center aux USA, il sied de souligner que plusieurs pays du monde en général, et spécifiquement ceux de l'Afrique, sont confrontés à une graduation de l'extrémisme violent, variant par conséquent d'un espace géographique à un autre. *Boko Haram* au Nigéria, au Niger, au Tchad et au Cameroun, AQMI en Algérie et au Sahel, *Al-Chabaab* en Somalie, pour n'en citer que celles-ci, constituent entre autres des organisations extrémistes africaines qui sèment la terreur selon les observations du Général Carter Ham. Or, au-delà de ce qui a été appréhendé jusqu'ici comme actes terroristes, il est légitime de s'intéresser au concept d'un point de vue épistémologique, d'appréhender une compréhension plus large du terrorisme. Toutefois, si le politique matérialisé par une agrégation de frustrations individuelles caractérise en majeure partie le terrorisme classique, entraînant la volonté des activistes de se faire entendre par le biais de la médiatisation de la violence, la criminalité organisée contemporaine sise dans les villages de l'Adamaoua se rattache singulièrement à une prédation. Ce terrorisme rural dont il est question, ne s'inscrit ni dans une perspective idéologique, ni même politique dans une certaine mesure. Il est plutôt lié à ce qui peut être qualifié comme une entreprise criminelle orchestrée dans l'espace villageois, dont l'enjeu reste plus économique. L'ampleur des assauts des gangsters entraîne un abandon des espaces ruraux qui sont reconquis progressivement par les ripostes paysannes. Néanmoins, la complexité de l'insécurité campagnarde dans le département de la Vina pour être plus précis, laisse entrevoir des paysanneries menacées par la recrudescence des kidnappings. Les vies humaines pour les assaillants sont converties en rançons. Désormais, à la place des anciennes modalités du banditisme rural, en l'occurrence le vol de bétail, le pillage des récoltes et les phénomènes de coupeurs de route, la quasi-totalité des villages de la région de l'Adamaoua est confrontée aux prises d'otages avec demande substantielle de rançon.

Mots-clés : Insécurité campagnarde, Terrorisme rural, Extrémisme violent, Prédation, Riposte paysanne.

Abstract

In the aftermath of September 11, 2001, punctuated by the World Trade Center attacks in the USA, it should be noted that several countries in the world in general, and specifically those of Africa, are facing a graduation of violent extremism, varying by consequent from one geographic space to another. Boko Haram in Nigeria, Niger, Chad and Cameroon, AQIM in Algeria and the Sahel, Al-Chabaab in Somalia, to name but a few, among others, constitute African extremist organizations which sow terror according to the observations of General Carter Ham. However, beyond what has been understood so far as terrorist acts, it is legitimate to be interested in the concept from an epistemological point of view, to apprehend a broader understanding of terrorism. However, if the political materialized by an aggregation of individual frustrations characterizes for the most part classic terrorism, leading to the will of activists to be heard through the media coverage of violence, contemporary organized crime located in the villages of the Adamawa is singularly linked to a predation. This rural terrorism in question is not part of an ideological perspective, nor even a political one to a certain extent. Rather, it is linked to what can be qualified as a criminal enterprise orchestrated in the village space, the stakes of which remain more economical. The scale of the gangster attacks led to the abandonment of rural areas which were gradually reconquered by peasant responses. Nevertheless, the complexity of the rural insecurity in the department of Vina to be precise, suggests peasantry threatened by the upsurge in kidnappings. Human lives for the attackers are converted into ransoms. Now, instead of the old methods of rural banditry, in this case the theft of cattle, the plundering of crops and the phenomena of roadblocks, almost all the villages of the Adamawa region are faced with the phenomenon of hostage-taking with demand for ransom.

Keywords: *Rural insecurity, Rural terrorism, Violent extremism, Predation, Peasant response.*

Introduction

Les événements majeurs ont en réalité marqué la genèse du XXI^{ème} siècle parmi lesquels, les enjeux et les défis sécuritaires. En effet, depuis les attentats du 11 septembre 2001, le monde en général, et le continent noir en particulier est confronté à une montée significative de l'insécurité. Le banditisme structurel et transfrontalier, les trafics illicites d'armes et de drogues, la divagation des bandes armées, le terrorisme et l'extrémisme violent, si nous nous référons à ces cas de figures, sont de part et d'autre des formes d'insécurité qui nourrissent au jour le jour l'actualité de la sous-région Afrique centrale. C'est d'ailleurs partant de cette idée d'inconfort

sécuritaire, qu'il importe de relever l'état des lieux selon lequel, les villages du département de la Vina sont loin d'être en marge des conséquences des crises sociopolitiques et militaires, observées au-delà des frontières camerounaises. À cet effet, il est adéquat de dire qu'ils sont victimes dans une certaine mesure de leur hospitalité, puisque l'on enregistre une transhumance humaine significative due aux crises centrafricaines, tchadiennes et même nigérianes.

D'emblée, mentionnons *a priori* que notre étude s'inscrit dans un contexte où, le monde rural camerounais et plus précisément celui de la région de l'Adamaoua est confronté depuis une dizaine d'années à une armature de violence exacerbée par les mutations des phénomènes d'insécurité. Par ailleurs, le vol de bétail, le pillage des récoltes, le phénomène *zarguina* ou de « coupeur de route » transcendé par le *rapping* de personnes avec exigence de rançon, constituent les dynamiques d'insécurité qui taraudent les paysanneries. Pour mieux cerner cette problématique, il est clair de souligner que nous sommes parti d'un constat simple selon lequel, notre volonté à nous *scotcher* quotidiennement à notre petit poste récepteur (radio), dans l'optique de bénéficier des informations régionales, nationales et même internationales, nous a permis de saisir les difficultés que traversent singulièrement les ruraux de la région de l'Adamaoua.

En effet, il fut difficile de passer une journée sans que l'on n'entende parler des assauts terrifiants, voire les actes macabres des preneurs d'otages observés sur les populations villageoises, respectivement ceux ayant un capital économique signifiant. Cet état de cause a aiguisé notre curiosité dans la mesure où, il a posé les jalons pour une compréhension plus approfondie de la situation sécuritaire des populations rurales. Bien aussi, les presses écrites en l'occurrence, *L'œil du Sahel* et *Château News*, nous ont permis de mesurer l'ampleur de l'insécurité rurale. À titre indicatif, un des numéros du journal *L'œil du Sahel* laissait percevoir comme titre, l'information ci-après : « Les Mbororos perdent 1060 bœufs en 6 mois » (*L'œil du Sahel*, du lundi 31 août 2020). *La quasi-totalité des villages s'est vidée suite aux assauts des gangsters — les écoles à Martap, et plus précisément le seul Lycée de ladite localité qui couvre environ 70 villages est désert. Car, nous enregistrons moins de 200 élèves de la 6e en Tle*, nous témoigne le Sous-préfet de Martap (entretien effectué le 28 septembre 2020). Au surplus de quoi, les victimes des *rappings* sont mutilées ou assassinées par leurs bourreaux du fait de la lenteur des rançons. C'est dans ce contexte terrifiant, qu'il convient de rattacher aux actions des gangsters, une dimension terroriste pour la simple raison que la vie en campagne est devenue déserte au point où, l'on assiste à une momification de l'espace villageois. Les paysans, comme le témoigne Yaya Robert se réservent d'investir dans le pastoralisme, ni moins dans

l'agriculture intensive de peur d'être la cible privilégiée des ravisseurs (Entretien effectué le 20 novembre 2020). Autant de pratiques malsaines qui méritent d'être conceptualisées dans ce que nous entendons par terrorisme en milieu rural.

C'est partant d'ailleurs de cette situation trouble dans l'espace paysan, que nous voulons tout au long de ce travail, présenter en dépit de la recrudescence des phénomènes d'insécurité, l'existence des mécanismes endogènes déployée par les communautés villageoises elles-mêmes dans le but d'endiguer le *gangstérisme paysan*. Tout compte fait, l'objectif de ce papier vise non seulement à porter un regard épistémique sur la conception du terrorisme, mais également cerner à travers la mobilisation sociale, la riposte des populations villageoises face à la montée significative de l'insécurité campagnarde. Pour y parvenir, trois articulations majeures hormis le cadre physique et la méthodologie structurent notre travail. La première table sur une approche épistémologique du terrorisme. La seconde, sur les phénomènes de prises d'otages observés comme une nouvelle modalité du terrorisme rural. Quant à la troisième articulation, elle porte respectivement sur la préservation de l'intégrité villageoise.

I. Cadre physique et méthodologique

Deux éléments fondamentaux sont étudiés ici. Il s'agit de la présentation de la zone d'étude d'une part, et la méthodologie choisie d'autre part.

A. Présentation de la zone d'étude

L'unité d'observation qui fait objet de notre analyse est le département de la Vina. Grosso modo, quatre localités à savoir : Ngan-ha, Bélel, Nyambaka et Martap, ont été choisies pour mener à bien cette étude. Le choix de ces localités s'explique par l'intensité des phénomènes d'insécurité. Globalement, la Vina dont il est question dans ce travail, constitue une des subdivisions territoriales que compte la région de l'Adamaoua. Elle est séparée au Nord par le département de Rey-Bouba et plus précisément par l'arrondissement de Touboro. Au Sud, elle se délimite par le département du Mbéré. À l'Est par la République centrafricaine et la République du Tchad. Quant à la partie Ouest, elle partage ses frontières avec les départements du Djérem, Banyo et Tignère.

B. Approche méthodologique

La présente étude se veut exclusivement qualitative. C'est pourquoi, l'approche méthodologique adoptée pour la réalisation de cette contribution s'est essentiellement focalisée

sur les entretiens individuels et de masse, les observations et la revue critique de littérature. Nos différents entretiens se sont effectués entre autres au sein des domiciles des enquêtés, dans les lieux de service et les chefferies coutumières. Le choix de ces espaces se justifie par rapport à la discrétion souhaitée par nos informateurs. Dès lors, les données collectées à l'aide des outils tels que : les guides d'entretien et la grille d'observation nous ont permis de procéder à une analyse de contenu. Toutefois, les résultats obtenus au cours de ce processus ont fait objet des séquences analytiques ci-dessous.

II. Du terrorisme classique au terrorisme rural : une autopsie épistémique

D'emblée, soulignons que la conceptualisation du terrorisme dans le monde en général reste jusqu'ici ambiguë dans la mesure où, il n'existe guère une formule arrêtée susceptible de le définir efficacement. Néanmoins, une *criminologisation* dudit phénomène laisse observer dans sa globalité le champ sémantique de la violence qui désacralise l'être humain. À ceci, connote le champ lexical de la peur tel que la terreur, les prises d'otages, les amputations, les attentats kamikazes ou à voitures piégées, les tueries, entraînant par conséquent la psychose chez les populations. Cependant, affirmer l'existence d'un modèle universel caractérisant le terrorisme de nos jours demeure sceptique, étant donné que cette forme d'insécurité varie dans le temps et d'un espace géographique à un autre. Pour certains essayistes, les actes terroristes relèvent de la volonté des individus à exprimer leurs sentiments de frustration via la terreur administrée aux populations. Autrement dit, les actions des terroristes sont motivées par les revendications corporatistes. Ce type de terrorisme est le plus observé, car il se base sur des principes idéologiques et politiques. Pourtant, la conception du terrorisme dans une certaine mesure mérite d'être relativisée. C'est d'ailleurs sous cet angle qu'il importe de relever l'idée selon laquelle, si pour certains États les terroristes sont présentés comme des individus extrêmement violent et juridiquement condamnable, pour d'autres nations, ces mêmes acteurs sont identifiés comme étant des combattants de la liberté. Par conséquence, leurs revendications passent nécessairement par la violence dans l'optique de susciter une forte médiatisation (Manacorda, 2013).

De ce qui précède, notons que la criminalité organisée identifiée dans les espaces ruraux de l'Adamaoua, ne saurait être éloignée dans sa globalité des actes rattachés au terrorisme. Même si cette forme d'insécurité paysanne diffère de l'idée générale véhiculée jusqu'ici par le terrorisme classique, elle s'illustre tout de même à travers des pratiques terrifiantes. En effet, les vies humaines sont conditionnées par l'accumulation du gain. Les individus sont quotidiennement enlevés de telle sorte qu'investir dans le pastoralisme, ou dans une activité

économique conséquente demeure problématique. Bref, la richesse rime avec « malédiction » au pont où, les familles se déconstruisent du fait des assauts permanents des nouveaux maîtres du banditisme contemporain. Or si l'on se situe sur une perspective durkheimienne, il est légitime de comprendre que le crime est un phénomène conforme à l'équilibre social, vu qu'il est considéré comme un fait social normal (Durkheim, 1967). Ce caractère nécessaire de la « délinquance » se rattache aussi aux travaux de Balandier portant respectivement sur la régulation sociale à travers l'ordre et le désordre (Balandier, 1988). Ainsi, le terrorisme rural ou encore la mafia paysanne d'une manière particulière, se présente sociologiquement comme une forme de désordre dont les causes se rattachent, soit aux *dynamiques du dedans* ou aux *dynamiques du dehors* (Balandier, 1971).

II. Les causes exo-endogènes du terrorisme rural

L'ampleur de la crise sécuritaire observée dans les villages du département de la Vina s'illustre par les facteurs ordre externe et interne.

A. De la porosité des frontières à la prolifération d'armes : les catalyseurs de la mafia paysanne ?

Depuis les indépendances des années 1960, la quasi-totalité des États de l'Afrique centrale traverse des zones de turbulences exemplifiées par les crises sociopolitiques et militaires. La gravité des insurrections sous régionales explique parallèlement les transferts non contrôlés d'Armes légères et de Petit Calibre (ALPC). En effet, la prolifération effrénée d'armes dans la CEMAC est une suite séquentielle des conflits ayant animé l'historicité de cette partie du continent noir. La spirale de violence observée en République centrafricaine, au Tchad tout comme en République Démocratique du Congo, a favorisé dans son ensemble une inondation d'armes et munitions acquises légalement par les États, et plus ou moins illégalement par des individus qui optent dans une certaine mesure pour le « marché noir ». Or, l'Assemblée Générale des Nations Unies dans l'optique de lutter contre la criminalité organisée, a adopté le 31 mai 2001 des résolutions fermes par rapport à la fabrication et le trafic illégal d'armes à feu, tout comme leurs pièces éléments et munitions (Valverde, 2004). Au de-là de ces mesures préventives onusiennes, la situation demeure inquiétante, étant donné que de nos jours une estimation de 500 millions d'armes légères circule dans le monde, soit environ 100 millions d'armes pour la zone Afrique (*Ibidem*). Loin d'*hyperboliser* le contexte actuel, il est important de souligner que l'ampleur des trafics d'armes laisse entrevoir une recrudescence significative dont la gravité situationnelle croît plus vite par rapport aux maladies contemporaines. Leurs

conséquences entraînent toutefois des effets néfastes sur l'économie, le social, le politique pour ne citer que ces exemples.

Partant de ces cas de figure, notons que dans les localités telles que Bélel, Nyambaka, Martap, ou encore Ngan-ha, les activités macabres des ravisseurs ont parfois connu du succès suite aux matériels de guerre qu'ils disposent. Le plus souvent lorsqu'ils sont capturés, au-delà des outils de fabrication artisanale qu'ils utilisent pour mener à bien leurs actions, l'on note aussi les armes modernes telles que les Ak-47 ou les Kalachnikovs. Celles-ci témoignent à suffisance le caractère exogène de leur provenance. Toutefois, il nécessite de mentionner que toutes les armes, en circulation dans le continent africain en général et plus précisément dans la région de l'Adamaoua, ne proviennent forcément pas de l'occident (LangumbaKeili, 2009). Une part de responsabilité revient également aux forgerons endogènes. Ceux-ci par un recyclage d'objets métalliques, exhibent leur talent dans la fabrication artisanale des armes blanches (couteaux, arcs, lances) et à feu. Ces outils de défense localement montés sont de nos jours manipulés avec dextérité par les assaillants dont les motivations visent non seulement à semer la terreur, mais aussi à bénéficier sous un autre angle des retombées du banditisme structurel.

B. De la justice personnalisée, au règlement de compte entre bouviers et éleveurs: les facteurs de l'insécurité campagnarde

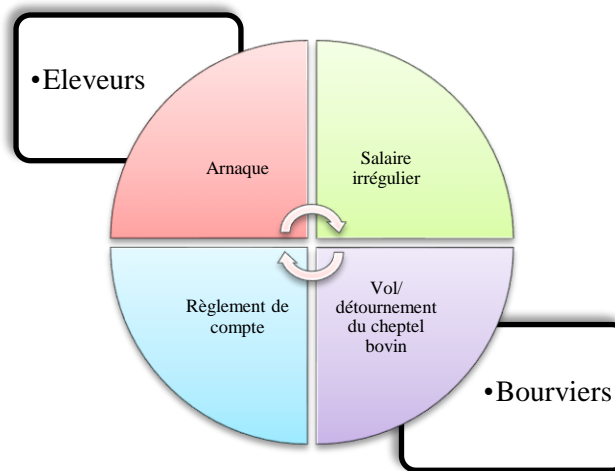
Les relations conflictogènes observées le plus souvent entre les vachers et les éleveurs, aboutissent pour la plupart du temps aux règlements de compte entre ces antagonistes. De vraisemblance, les rivalités naissent généralement des situations où, les bergers malgré la pénibilité de leur exercice, sont victimes d'exploitation. En effet, d'après les informations recueillies auprès de Bobo Souleymanou, il est évident de noter le fait selon lequel : *certaines éleveurs rémunèrent leurs bergers avec des sommes insignifiantes dans le but de créer un climat de dépendance totale, voire d'exprimer en d'autres termes leur hégémonie économique* (entretien effectué le 20 septembre 2020). Ce contrôle social dû à la préservation des intérêts égocentristes, est à l'origine de la mise sur pied des stratégies parallèles de survie en ce sens où, les bergers se mobilisent parfois autour des entreprises criminelles pour se faire justice.

Partant ainsi du principe de domination, il est adéquat de noter la situation selon laquelle, s'il existe des liens entre les individus, ceux-ci sont plus ou moins déterminés par l'entraide. Le mérite dû à la tâche effectuée est loin d'être la chose la mieux partagée. Par conséquent, le champ économique au sens bourdieusien du terme, est présenté comme le lieu de compétition

où les luttes d'intérêts sont monnaie courantes. Les interactions entre les bouviers et les éleveurs en clair, sont légiférées par des rapports de force et de faiblesse, si l'on se réfère à Thomas Hobbes (1983). À cet effet, la force se matérialise non seulement par le contrôle économique, mais également par l'affirmation culturelle et politique. Ces dernières constituent en revanche, des vecteurs de frustrations ou participent aux rapports conflictogènes qui existent entre les agents sociaux.

C'est à ce niveau, que se greffent majoritairement les coups bas entre éleveurs et vachers. Vraisemblablement, la tâche qui incombe le berger de jour comme de nuit, est celle de s'assurer du bon état des animaux dont il a la lourde mission de veille. Il tient informer en temps réel son patron, de la situation du cheptel en cas de difficulté. Ces gardiens qui arpentent les zones difficiles au péril de leur vie, parcourent les centaines de kilomètres, à la recherche du pâturage, protègent les bœufs contre les voleurs et les animaux féroces (Ishagah Alim, 2014), sont rémunérés au-dessous des multiples efforts fournis. La justification du travail abattu comme le souligne le commandant de brigade Baba Hamadou est loin d'être la réalité du salaire perçu (entretien effectué le 26 septembre 2018). Parallèlement, protecteurs de plusieurs millions de francs investis dans l'élevage, bon nombre de bergers selon nos enquêtes, survivent au lieu de vivre. Car, le salaire mensuel obtenu par un berger employé par un éleveur citadin est estimé à environ 15.000 francs CFA par mois (KossoumnaLiba'a, 2016). Et ceci s'explique en fonction du nombre de bêtes mises à sa disposition. Soit une estimation de 15 à 20 têtes. À l'opposé, pour les éleveurs vivant au sein des villages, la rémunération varie entre 20.000 et 30.000 francs CFA. En dépit de tout, certains éleveurs s'illustrent par une irrégularité des salaires alloués. Parfois, ils se démarquent par des promesses non tenues. Ces ensembles de facteurs animent en majeure partie leurs ouvriers à se reconvertir dans le gangstérisme, nous déclare Bobo Djideré (Entretien effectué le 29 septembre 2020).

Figure 1 : Rapport d'intérêts entre éleveurs et bouviers



Source : Toumpiguim Missa, enquête de terrain, mai 2020

Partant de la figure ci-dessus, il nécessite de dire que les rapports entre les vachers et les éleveurs dans les localités de Bélel, Ngan-ha, Martap et Nyambaka sont quelquefois couronnés d'arnaques et de quête permanente du profit. Cette situation nous permet d'observer avec le Commandant de Brigade Baba (*op.cit.*) l'état des lieux selon lequel, des règlements de comptes sont majoritairement enregistrés entre les bouviers et leurs patrons pour la simple raison que les « closes de travail » qui lient ces acteurs ne sont point respectés. Raison pour laquelle, les éléments empiriques recueillis à ce sujet auprès de certaines personnes ressources font état de ce que, les bergers affirment appartenir à des groupes criminels, ou d'être à l'origine d'un coup monté pour le simple fait qu'ils sont mal payés ou exploités par les éleveurs.

III. Prise d'otages et exigence de rançon : une nouvelle modalité du terrorisme rural

Une rétrospection de la crise sécuritaire exemplifiée par les phénomènes de coupeurs de route dans la partie septentrionale du Cameroun fait état de ce que, la complexité des routes due aux dispositifs sécuritaires entrepris par le gouvernement dans les années 1995 à 1999, va contraindre les *zarguina* (des coupeurs de route) à reconfigurer leurs modes opératoires. Ainsi, dès l'aube du XXI^{ème} siècle, l'on a observé une montée inquiétante des nouvelles formes d'insécurité parmi lesquelles, les phénomènes de *kidnapping*, et dont le recours aux rançons constitue une modalité contraignante pour libérer les otages. Dès lors, si par le passé, l'enrichissement illicite s'effectuait par les razzias du bétail, transposées par les embuscades sur les axes routiers, la nouvelle tendance du banditisme paysan contemporain, s'oriente quant à elle vers les enlèvements de personnes avec demande de rançon. Les bœufs jadis convoités

par les voleurs ont laissé progressivement place aux êtres humains présentés comme objet de transition entre ravisseurs et familles houspillées.

Les cibles sont bien circonscrites (vieillards, jeunes, pères de famille ou mères), bref les personnes dites importantes, susceptibles de créer la pression au sein des autres membres de familles, sont tenues en captivité. Généralement, elles sont capturées lors des assauts effectués à des heures inopinées (mais le plus souvent la nuit). Ces victimes sont séquestrées par la suite au fin fond des broussailles, systématiquement préparées par leurs bourreaux. Parfois les montagnes constituent les lieux de refuge des assaillants, où les décisions sont entreprises sur le sort des personnes capturées. Les actions des assaillants respectent le plus souvent un calendrier bien précis. La saison sèche à cet effet, contrairement à la saison pluvieuse est présentée comme une période propice de l'année au cours de laquelle, l'on enregistre un taux élevé d'enlèvements de personnes avec exigence de rançon. Ceci s'explique par la baisse des cours d'eau qui favorise par ailleurs la fluidité des mouvements des ravisseurs.

Image 1 : Illustration d'une personne tenue en captivité



Source : Dessin réalisé par Toumpiguim Missa, septembre 2020

Cette image est inspirée de notre entretien avec Mamoudou Bello, un ex-otage. Ne pouvant avoir les photos empiriques, qui illustrent en réalité l'état de vie des otages en cabane, nous avons jugé nécessaire de matérialiser les informations véhiculées par notre enquêté sur ce dessin. De là, il est évident d'observer, un otage ligoté dont l'âge peut s'évaluer entre 60 et 80 ans environ. À côté de lui, se trouve un jeune-homme cagoulé et vêtu de pantalon militaire

(voir morphologie), tenant en main une arme. Son comportement nous laisse imaginer qu'il s'adresse avec un ton autoritaire à sa victime.

De ce qui précède, il nécessite de dire que cette image véhicule en partie à quoi ressemble la vie en brousse quand on est la cible privilégiée des ravisseurs. Plusieurs familles dans cet état, ont perdu des proches par fusillade ou par pendaison. Certaines, ont assisté impuissamment à leur démembrement (une oreille, un membre supérieur ou inférieur). Ces différentes actions macabres perpétrées par les assaillants, s'expliquent de part et d'autre par l'absence de la rançon exigée, ou des simples règlements de compte.

A. Bergers Mbororos : entre victimisation et « bourreausation »

S'il est bien vrai, d'admettre que la population villageoise Mbororo constitue dans son ensemble la tranche la plus touchée par les phénomènes de prise d'otages avec exigence de rançon, il n'est pour autant pas à exclure sous un autre angle la participation de certains bouviers Mbororos dans l'entreprise criminelle. Or, si nous nous situons sur une trajectoire de victimisation, l'évidence laisse percevoir d'après de nombreuses plaintes véhiculées par la MBOSCUDA, que les éleveurs et bergers Mbororos sont pour la plupart des cas victimes des rapineries. Leurs chiffres d'affaires ces trois dernières années, évaporés dans le « rançonnisme » avoisineraient des centaines de milliards, d'après les informations indiquées par l'Association pour le développement des Mbororos au Cameroun (MBOSCUDA). Toutefois, loin de présenter essentiellement cette communauté dans une posture de victimisation, soulignons tout de même que certains acteurs appartenant à ce groupe social constituent des individus peu ordinaires qui sèment la terreur dans l'espace villageois. Leurs actions relèvent de ce que nous entendons par « bourreausation ». Autrement, il revient pour nous à travers ce concept de présenter les bergers Mbororos, non pas comme des victimes des enlèvements, mais plutôt comme des agents sociaux qui animent *a contrario* l'insécurité dans le monde rural. Telle est l'idée centrale que vise cette partie.

Au-delà des motivations actuelles qui favorisent l'intégration des bergers Mbororos dans l'entreprise criminelle, dont nous avons évoqué dans nos paragraphes précédents, un regard rétrospectif de l'entrée en scène des Mbororos dans le banditisme rural s'explique par les crises écologiques observées au sud du Sahara (Saïbou Issa, 2006 : 122). En effet, les études menées par nos prédécesseurs et singulièrement celles de Saïbou Issa (*Ibidem*), font état de ce que, les éleveurs ayant perdu leur cheptel lors de la grande sécheresse des années 1972 (qui s'est tout de même répercutée jusqu'aux années 1985 et 1996), se sont reconvertis dans des travaux

champêtres pour certains et pour d'autres dans le gardiennage du bétail des éleveurs ayant connu peu de désastres. Or, il convient de dire que le Mbororoa *priori* s'identifie par le nombre croissant de bétails qu'il dispose, d'où le concept « élevage sentimental ». Ainsi, l'identité culturelle devenue problématique par les *effets pervers* de la crise environnementale, certains bouviers dans l'optique de reconstruire un « chemin » reluisant, vont emprunter des voies peu orthodoxes. Détournement du cheptel mis sous leur garde, enlèvement d'enfants d'éleveurs, construction et participation au sein des groupes de coupeurs de routes, vulgairement appelés *zarguina*, etc., constituent entre autres les champs d'action des bergers désœuvrés (*Ibid.*), et dont les pesanteurs anthropologiques imposent une richesse bovine. Bien plus, aujourd'hui ils sont identifiés comme des « têtes pensantes » de la rapinerie paysanne, étant donné qu'ils sont à chaque fois interpellés par le tribunal militaire pour formation et participation au sein des bandes armées.

IV. De la préservation de l'intégrité villageoise : entre crise de l'État, et le retour du social

Cette partie a pour but de présenter l'implication de la population rurale dans la lutte contre le phénomène de prises d'otages.

A. De l'État en crise, à la mobilisation sociale

Face au gangstérisme paysan, les contraintes sociologiques ont amené les paysans du département de la Vina en général, en collaboration avec les autorités administratives à table sur les difficultés sécuritaires qui taraudent au quotidien l'espace villageois. De cette volonté collective à endiguer l'insécurité campagnarde, il est adéquat de mentionner l'apport indéniable de la société civile dans le maintien de l'intégrité territoriale. Pourtant, il convient de dire que l'État moderne véhiculé par la colonisation, a le monopole de l'ordre sécuritaire. Or, les réalités sociologiques actuelles, qui mettent en exergue la complexité des phénomènes d'insécurité, imposent pour la plupart des cas des nouvelles politiques sécuritaires. C'est pourquoi, il est anodin de masquer de nos jours l'apport de la population civile face à l'intelligence des bandits de la brousse, dès lors que leurs actions demeurent globalement complexes. En revanche, faire recours aux auxiliaires comme mesure de réponse est une des stratégies qui camouflent en réalité les limites de l'État moderne. Par conséquent, les chefs traditionnels longtemps intégrés dans l'appareil étatique après les indépendances constituent les pivots de l'ordre sécuritaire endogène.

Même s'il est souvent admis au sein de ces autorités traditionnelles des actions prédatrices relevant des intérêts égocentriques, indiquons tout de même que le concept « défense populaire » qui intègre à la fois l'État et la société civile, reste un impératif. C'est dans ce sillage, qu'il est évident de dire que la population villageoise de la région de l'Adamaoua, représente une « main d'œuvre » significative dans la préservation de la paix. Nous pouvons expliquer cela par les signes de faiblesse de l'État camerounais tenaillé par de multiples crises sécuritaires. La lutte contre *BokoHaram*, le contrôle de la frontière Est (régulièrement menacée par les exactions des rebelles centrafricains), et la crise sécessionniste dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, sont de part et d'autre les différents champs d'action qui émaillent, ou absorbent significativement l'État du Cameroun. C'est face à cette situation critique, qu'il est légitime d'observer de nos jours dans les paysanneries que renferme le département de la Vina, une forte implication de la population villageoise dans la gestion sécuritaire. Cependant, le renseignement qu'elle fournit et sa mobilisation dans les groupes de comité de vigilance représentent les voies royales dont le *leitmotiv* réside sur l'éradication, voire la réduction de l'insécurité en milieu rural à sa plus simple expression.

B. Population paysanne et culture du renseignement

Commençons tout d'abord par définir ce qu'on entend par *culture du renseignement*. Vraisemblablement, ledit concept se rattache à la production des informations susceptibles de traquer ou de dérouter les actions *mafiovéliques* des ravisseurs. Autrement dit, la culture du renseignement intègre une partition adéquate des agents locaux non seulement dans la collecte des informations nécessaires, mais aussi sur sa transmission. Partant de l'historicité des communautés traditionnelles de l'Adamaoua en particulier, il est clair de noter que les sociétés paysannes se sont longtemps démarquées comme des agents informateurs. Elles ont participé à la collecte des informations matérielles et immatérielles, que ce soit dans la lutte contre le vol de bétail ou encore la riposte engagée contre les phénomènes de coupeurs de route. Dans le même ordre d'idées, leurs actions dans le département de la Vina constituent de nos jours un maillon central dans la lutte contre le grand banditisme qui anime l'espace rural. Dans une certaine mesure, nous dirons que l'appui des populations villageoises dans le maintien de l'ordre constitue une pierre angulaire sur laquelle les appareils répressifs de l'État se greffent. C'est pourquoi, il nécessite de souligner que les informations sont produites à la base par les civils, et progressivement acheminées auprès des autorités compétentes.

Le plus souvent, la collecte des informations s'effectue secrètement dans les lieux publics tels que les marchés, et tout autre lieu de masse. Les cas de pistage ne sont pas à exclure. En groupe

ou individuellement, les mouvements des individus suspectés sont discrètement interprétés par des agents secrets engagés pour ladite tâche. Plusieurs assaillants ont été neutralisés dans ce sens, comme le témoigne l'officier de police Baba Elie (entretien effectué le 18 septembre 2020). En effet, pour ce dernier, la collaboration de la population rurale dans la production du renseignement jusqu'ici reste indispensable en ce sens où, les réseaux de gangsters ont été démantelés. Le cas, portant arrestation des chefs de gang tels qu'Awalou et Manou dans la localité de Martap demeure une parfaite illustration des actions civilo-militaires.

Dans un contexte de crise sécuritaire, il est indispensable de relever l'état selon lequel, la recherche du renseignement est loin d'être une évidence puisque, n'a-t-on pas coutume de dire : « qui détient le renseignement a le pouvoir » ? Cette assertion s'inscrit en droite ligne avec la Commissaire divisionnaire Brigitte Henri, pour qui le renseignement est sans doute un outil stratégique de domination dans la mesure où, il est un pouvoir central convoité par tous (Brigitte Henri, 1998). À titre indicatif, le personnage Jack Bauer qui figure comme acteur principal de la série télévisée *24 h chrono*, est une des représentations optimales d'un agent secret dont l'efficacité relève d'un ensemble de renseignements produits et orientés par la *cellule antiterroriste*.

De cette métaphore inspirée des acteurs fictifs des films *hollywoodiens*, se hisse en droite ligne les actions des paysans de la localité de Ngan-ha, Bélel, Nyambaka et Martap. Ils forment dans leur ensemble ce que le philosophe camerounais NjohMouelle qualifie d'« oracle de la société » (NjohMouelle, 1996). Autrement dit, ces agents locaux se présentent pour les autorités administratives non seulement comme des collecteurs d'informations, mais aussi des relayeurs qui assurent des tâches parfois réservées aux forces de maintien de l'ordre et de défense. Surveillances permanentes, patrouilles pédestres et souvent motorisées, sont quelques-unes des tâches observées au quotidien.

La franche collaboration entre l'État et la population civile laisse déduire par endroit un retour à la normale étant donné que, les bandits de grand chemin qui jadis semaient la terreur sont traqués. Les campagnes momifiées par la recrudescence des enlèvements de personnes avec demande substantielle de rançon, sont progressivement reconquis par leurs occupants habituels. Ces victoires glanées sont le résultat d'une symbiose d'actions entre forces étatiques et forces civiles. C'est dans cette coalition ou ce sillage de riposte, que plusieurs renseignements fournis aux autorités militaires et administratives ont permis d'anticiper, voire de neutraliser des gangsters venant soit des républiques voisines, en l'occurrence la République Centrafricaine et la République du Tchad, soit des groupuscules formés au sein des paysanneries. À titre

d'exemple, dans le mois de mars 2020, quatre (4) malfrats dont les nommés Abdou Manu, Aliou Adamou, Abakar Oumarou et Adamou Souley ont été neutralisés par la BRIM (une des forces républicaines) dans la localité de Bélel suite aux informations véhiculées par la population villageoise. Les cas de figure intégrant les civiles dans la préservation de l'intégrité territoriale sont loin d'être exhaustifs, car des réseaux de cache d'armes et munitions ont été découverts dans le même sens, tout comme des bandes armées ont été démantelées (entretien effectué le 17 novembre 2019 avec Hamayadji).

C. Stratégie de riposte communautaire : entre instruments et actions des forces d'autodéfense paysanne

S'il importe de parler d'une autre partition de la population villageoise dans la préservation de l'intégrité locale, celle-ci réside dans la formation des groupes d'autodéfense, vulgairement appelés comités de vigilance. Ainsi, parler de leurs actions revient inéluctablement à présenter leur dévouement dans l'arène locale. Rappelons-le volontiers, les comités de vigilances contrairement aux forces républicaines, ont pour outils de défense, les armes de fabrication artisanale. En effet, la caricature de ces forces de maintien de l'ordre d'un autre genre nous présente des hommes munis d'armes blanches telles que les fusils traditionnels, localement appelés *ngaoundalou gomzer*, les arcs, les gourdins et les lances pour ne citer que ces matériels de défense. Ces instruments de chasse convertis en outils dissuasifs sont le plus souvent arborés par des groupes de vigilance installés pour la plupart du temps aux abords des frontières villageoises. Généralement, ceux-ci sont composés de personnes parfaitement aguerries à la vie de brousse (Seignobos, 2011). Ces groupes d'autodéfense, bien structurés, s'appuient sur des principes moraux et les règles fondamentales qui régissent entre autres la vie en campagne. Des cas d'indiscipline à l'opposé, sont culturellement sanctionnés. Néanmoins, il est évident de constater une solidarité ambiante au sein des différents groupes de vigiles. Car, ils vivent soudés autour des valeurs qu'ils partagent. Ces acteurs sélectionnés sous le regard vigilant des autorités traditionnelles et administratives mènent simultanément des patrouilles et les fouilles systématiques au sein des paysanneries et au-delà des frontières locales. Des rondes de surveillance sont régulièrement entreprises dans l'optique de maintenir au fixe le moral et l'objectif visé.

Comme des policiers, dont les missions consistent à identifier au passage toute personne « étrangère », les comités de vigilance postés à l'entrée et la sortie des villages, filtrent les mouvements des individus. Les personnes suspectées sont stoppées et rigoureusement interrogées. Interpellations permanentes et fouilles systématiques, sont entre autres les routines

journalières et nocturnes qui incombent ces *agents civils de la sûreté locale*. Cependant, pour atteindre leurs objectifs, une avalanche de stratégies est mise en exergue. Chacun dans un rôle bien précis, participe au maintien de l'ordre local. Pour ce faire, il n'est pas surprenant de voir certains villageois monter la garde sur des montagnes, se percher parfois sur les branches d'arbres, ou encore stationnés dans des endroits élevés du village. Toutes ces techniques traditionnelles dissuasives, riment avec la notion de «prévention communautaire». Les mouvements irréguliers sont immédiatement descellés et transmis aux autres membres de la localité. En revanche, relevons qu'au-delà de ces dispositifs sécuritaires, des bémols sont parfois observés dans les rangs des comités de vigilances. Sinon, comment expliquer la recrudescence des enlèvements de personnes bien que des mesures soient entreprises. À ce sujet, certaines indiscretions font état de ce que, quelques acteurs stratégiques au sens crozien du terme (Crozier et Friedberg, 1992), insérés au sein des groupes de défense paysanne constituent des moteurs de l'insécurité rurale dans la mesure où, ils ventilent les informations aux ravisseurs. Dans le même ordre d'idées, certains chefs traditionnels sont présentés comme des entrepreneurs criminels, qui nourrissent les phénomènes de *rapping*. En dépit de ces brebis galeuses animées par des intérêts égoïstes, soulignons que les actions protectrices des ruraux demeurent jusqu'ici indispensables.

Les dévouements des comités de vigilance en complicité avec les autres villageois de la localité de Goundjel-Nyagoï à titre indicatif, portèrent ses fruits en juin 2016. En effet, selon les informations recueillies, le domicile du berger Abdoulaye fut séquestré dans le mois de juin 2016 par un groupe de malfrats. Ledit bouvier et sa femme Nehatou sont pris en otage et soumis à des sévices corporels. Alertés par des bruits irréguliers, quelques membres de comités de vigilance de ladite localité en patrouille, vont opposer une riposte spontanée par une *chasse à l'homme*. À cet effet, l'un des ravisseurs le nommé Baboa Hama Hamadama, est rattrapé. Celui-ci est soumis à un verdict populaire au cours duquel, il succomba. Cette étude de cas est souvent perceptible dans le monde rural où des populations en colère procèdent par une forme de *justice dite populaire*.

De vraisemblance, la *justice populaire* renvoie généralement à une réponse violente de la population face aux malfaiteurs (NkouMvondo, 2002). Même si cette situation paraît moins récurrente dans notre champ d'investigation, du fait des exigences des droits de l'homme, notons tout de même que la crise des appareils répressifs de l'État, illustrée par des défaillances juridiques, amène parfois les populations à se faire justice par des méthodes parallèles. Celles-ci consistent à administrer au bandit à l'aide d'une seringue, des doses de produits malsains

pour l'organisme, et susceptibles de stimuler une mort précoce. Si le malfrat en question n'est pas bastonné au point de mourir, une autre méthode à cet effet consiste à lui faire boire de petits morceaux écrasés de bouteille, le tout mélangé dans un verre d'eau. Ces ensembles de manœuvres entraînent impérativement la mort des bandits après quelques heures. Néanmoins, mentionnons que pour la plupart des cas, lorsqu'un ravisseur est neutralisé par les comités de vigilance, ceux-ci se tâchent de le transférer auprès des juridictions compétentes. Les commissariats et les brigades au niveau local sont présentés comme des lieux où les assaillants sont momentanément incarcérés (Entretien effectué le 26 Septembre 2018 avec Baba Ahmadou).

Conclusion et recommandations

In fine, il est évident d'indiquer que l'*homo socialis*, s'est toujours illustré par sa volonté à s'opposer à la barbarie et à l'inconfort sécuritaire. Vivre dans un espace où règne une sécurité au sens étendu du terme, constitue par ricochet son *leitmotiv*, puisque pour se développer les individus ont besoin d'un environnement sain. C'est d'ailleurs la raison fondamentale pour laquelle, la recherche d'une stabilité qu'elle soit liée à la sécurité alimentaire, sanitaire, sociale, brève une sécurité totale, définit *in situ* l'être humain. C'est pourquoi, dès l'histoire antique à nos jours, une fois que l'homme est confronté aux difficultés existentielles, il se tâche de mettre sur pied des mesures d'adaptation dans l'optique de contrôler les différentes menaces qui l'accablent. L'*homo sapiens*, par ses migrations à la quête du bien-être, forgea *a priori* sa personnalité sur une sécurité générale. Bien plus, aujourd'hui les communautés villageoises face aux assauts des preneurs d'otages dans la région de l'Adamaoua, ont érigé des stratégies de défense dans l'optique de préserver l'intégrité campagnarde. Pour ce faire, dans le but de lutter contre le gangstérisme rural contemporain, les ripostes paysannes s'observent de part et d'autre à travers la mobilisation sociale, la formation des comités de vigilance et la recherche du renseignement.

Les recommandations énumérées ci-après sont formulées dans le but de prévenir et de lutte contre l'insécurité paysanne. Il est question de :

- ✓ Réinstaurer l'autorité de l'État par la mise sur pied des brigades, des postes de polices et des détachements militaires au sein des villages éloignés que constitue

particulièrement la région de l'Adamaoua. Doter ces unités du matériel adéquat de défense et de mobilité.

- ✓ Renforcer la surveillance au niveau des frontières par un filtrage systématique. Il est principalement question des frontières reliant le Cameroun et la République Centrafricaine, le Cameroun et la République Tchadienne et le Cameroun et la République fédérale du Nigéria.
- ✓ Revoir les politiques d'encadrement des jeunes sans emploi.
- ✓ Revoir le statut juridique et financier des comités de vigilance dans l'optique d'encadrer efficacement ces acteurs civils.
- ✓ Mettre sur pied des mécanismes adéquats dans le but de gérer et d'éviter les conflits agropastoraux. Régulariser dans la même lancée le statut financier des bergers.

Source et bibliographie

- Balandier G., (1988), *Le désordre, éloge du mouvement*, Paris, Fayard.
- —, (1971), *Sens et puissance, les dynamiques sociales*, Paris, PUF.
- Brigitte Henri, (1998), *Le renseignement : Un enjeu de pouvoir*, Paris, Economica.
- Crozier M. et Friedberg E., (1992), *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil, Collection points Essais.
- Durkheim E., (1967), *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, 16^{ème} édition.
- Hobbes T., (1983), *Léviathan, traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république Ecclésiastique et civile*, Paris, Sirey.
- Ishagah Alim, (2014), « Le vol des bovins dans les lamidats de Tignère et de Galim-Tignère de 1828 à 2014 : État des lieux, enjeux et répression », Mémoire de Master recherche en Histoire, Université de Ngaoundéré.
- Kossouma Liba'a N., (2016), « Étude sur les conflits agro-pastoraux dans les régions camerounaises du Nord, Adamaoua et Est », Rapport d'étude, Université de Maroua.
- Langumba Keili F., (2008), « Le problème des transferts d'armes légères et de petit calibre en Afrique de l'Ouest », in *La dynamique complexe des armes légères en Afrique de l'Ouest*, Forum du désarmement.
- *L'œil du Sahel*, du lundi 31 août 2020.

- Manacorda S., « Les conceptions de l'Union européenne en matière de terrorisme », in Henry Laurens, et Mireille Delmas-Marty (dir.), *Terrorismes-Histoire et droit*, CNRS Éditions, Paris, octobre 2013.
- NjohMouelle E., (1996), *De la médiocrité à l'excellence*, Yaoundé, Éditions Clé.
- NkouMvondoP., (2002), « La justice parallèle au Cameroun : la réponse des populations camerounaises à la crise de la justice de l'Etat », in *Droit et société*, 51/52.
- Saïbou Issa, (2006),« La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier », in *Polis, Revue Camerounaise de science Politique*, 13(n° 1-2).
- Seignobos C., (2011), « Le phénomène zargina dans le Nord du Cameroun. Coupeurs de route et prises d'otages, la crise des sociétés pastorales mbororo », in *Afrique contemporaine*, 3(n° 239).
- Valverde B., (2004), « Le trafic illicite d'armes légères », DESS de Géopolitique, Université Paris Panthéon-Sorbonne.